



attac suisse

Genève, le 1^{er} octobre 2007

Communiqué de presse d'Attac Suisse : **Le Conseil national se moque de la justice fiscale!**

C'est avec indignation qu'Attac Suisse réagit aux débats ayant eu lieu hier au Conseil national. L'approbation de la motion de l'UDC visant à diminuer l'imposition sur les bénéfices des entreprises délésterait les caisses fédérales d'un montant de 3,7 milliards par année.

La majorité du Conseil a ainsi décidé de faciliter la soustraction fiscale, de favoriser une fois de plus les nantis et les grandes entreprises, d'accroître la concurrence fiscale internationale au détriment de la démocratie, des petites et moyennes entreprises, des consommateurs, des salariés et des pays en développement.

La Suisse est un des paradis fiscaux les plus attractifs au monde. Dans la course internationale au moins disant fiscal, elle se positionne en tête. A ce jour, certains cantons ont déjà pris le parti de baisser les impôts des entreprises à des niveaux aussi modiques qu'en Irlande ou que dans les nouveaux pays de l'Union européenne. Cela ne semble pas encore être suffisant, et la majorité bourgeoise du Parlement ne sera vraisemblablement satisfaite que lorsque l'imposition des entreprises, tout comme l'Etat, auront été réduit à peau de chagrin. Pour réaliser leur objectif, elles comptent sur les salarié-e-s, consommateurs et consommatrices sur lesquels reposera la lourde responsabilité de boucher l'inévitable trou. Les impôts régressifs, injustes et antisociaux (TVA, taxes, impôts à taux unique, primes de caisse maladie) se préparent déjà en coulisse.

Les cercles libéraux trahissent ainsi leurs propres idéaux. La concurrence fiscale entraîne inévitablement l'apparition de nouvelles niches fiscales et de nouveaux pays à basse imposition. « *Des milliards sont transférés dans ces paradis fiscaux, sans aucun lien avec des besoins en investissements productifs. Les marchés sont ainsi faussés et les forces productives d'autres pays sont coupés de leur besoins en capitaux* » lance Roman Kuenzler, un des responsables de la campagne fiscalité d'Attac Suisse. « *Les petites et moyennes entreprises, peu mobiles, sont perdantes; les nouvelles entreprises sont désavantagées face aux plus anciennes ayant pu établir des pratiques d'optimisation fiscale complexes, de même que les entreprises des pays pauvres face à celles des pays riches. Et on voudrait nous faire croire qu'il s'agit de mesures favorables aux PME ?!* »

Attac Suisse s'engage pour une politique fiscale au service de la majorité de la population. Pour cela, les impôts progressifs doivent être renforcés. Nous sommes favorables à la diminution de la TVA antisociale et à son remplacement par une augmentation des impôts progressifs sur le revenu, la fortune et les gains en capital. Attac exige en outre la fin de l'absurde dumping fiscal intercantonal et international. Il faut que les pratiques des paradis fiscaux cessent. Seules ces mesures permettront la réalisation d'un Etat social durable et le développement des pays du sud.

Pour plus d'informations :

Roman Kuenzler, Attac Suisse, Tél. 079 595 28 27 ou 022 800 10 40

Consultez également le blog d'attac : <http://steuergerechtigkeit.wordpress.com/>